

31 janvier 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Intervention du Président de la République au forum d'affaires franco-suédois.

Merci beaucoup votre Majesté.
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les députés,
Mesdames et Messieurs, chers amis,

J'aimerais d'abord vous remercier pour cette invitation et pour me donner la possibilité de prononcer quelques mots à la suite de vos travaux communs, de vos débats. J'aimerais également remercier Business Sweden d'avoir organisé cet événement. C'est un vrai plaisir pour moi.

Je suis enchanté d'être ici, d'abord parce que je suis ravi de reconnaître tant de visages dans le public, mais également parce que nous avons beaucoup parlé, hier, d'innovations et de notre partenariat stratégique. Avec le Premier ministre, nous étions en train de dire que ce partenariat intervient, après la signature il y a 5 ans, de la première feuille de route pour l'amélioration de l'innovation afin d'avoir une économie plus verte. Ces dernières années, nous avons mis en place des stratégies communes, et maintenant, nous sommes dotés de stratégies communes supplémentaires pour l'avenir.

Alors, je vois votre point, le point que vous avez abordé tout à l'heure : accélérer la compétitivité de l'Europe. - Je vais essayer de m'adapter. - Il me semble en effet que ce partenariat commun devrait être l'un des piliers de cet objectif, à savoir une meilleure compétitivité pour l'Europe. Pendant ces quelques années qui viennent de se dérouler, nous avons déjà fait beaucoup, me semble-t-il. Alors, j'aimerais revenir en quelques points sur ce que nous avons fait, quel est l'acquis et ce qui nous incombe encore de faire.

En tant qu'Européens, je crois que nous avons obtenu des résultats relativement satisfaisants ces dernières années. Comme vous le savez, en France, nous avons adopté un certain nombre de réformes afin de moderniser le pays. La France s'est transformée ces dernières années. Ce sont des objectifs pro-entreprises, pro-affaires qui ont été adoptés. L'objectif est de simplifier nos règles, de moderniser les marchés de l'emploi, de limiter la fiscalité, et aussi de créer un impôt fixe sur les gains de capitaux. Nous avons établi un plafond fixé à 25 %. Nous avons simplifié un grand nombre de piliers de l'économie dans un grand nombre de secteurs. Bref, nous avons une politique qui est très favorable à la recherche et à l'innovation. Nous avons élaboré plusieurs initiatives, notamment des batteries pour les véhicules artificiels, le quantique, l'hydrogène, etc. Et en parallèle, nous avons pris la décision ambitieuse de mettre en place un certain nombre de réformes structurelles pour les administrations publiques et les secteurs clés. Les résultats sont là. Nous avons réduit de 2 % le taux de chômage, nous avons créé 2 millions d'emplois, et nous avons stabilisé la production d'électricité. Nous avons même développé un certain nombre de projets à cette fin. Pour la 4e année, le pays est le plus attractif pour les entreprises en Europe. Nous avons mis en place les conditions d'une meilleure stimulation pour les start-ups. Et dans le même temps, nous avons réussi à réduire nos émissions de CO2 de 2 % par an, entre 2019 et 2022, et de 4,6 %, l'année dernière. Nous avons réduit nos émissions, ce qui signifie que nous sommes bien placés pour remplir les objectifs de Paris.

Par rapport à l'Europe, maintenant, je crois que nous avons été à la hauteur, avant et pendant le Covid ; je crois que, de même, pendant la guerre, après le 24 février, nous avons été à la hauteur. Nous avons mis en place un certain nombre de solutions contre la crise. Nous avons réussi à mettre de l'argent en commun - ce qui n'est pas commun pour les pays européens - pour mettre en place un plan de reprise pour l'Europe, mais également pour mettre en place un certain nombre de projets pour la santé, pour les industries à bas prix, pour la défense. En somme, nous pouvons dire, aujourd'hui, que l'Europe est plus forte. Nous avons réussi à résoudre la pandémie, à résoudre la situation au lendemain de l'agression russe contre l'Ukraine - ce que nous n'aurions pas été capables de faire il y a 10 ans. Et j'en veux pour preuve la réponse européenne à la crise économique. Nous avons une Europe qui y a gagné en souveraineté, qui y a gagné en unité. Nous avons réussi à réindustrialiser et à devenir plus actifs dans un grand nombre de secteurs.

Toutefois, lorsque l'on observe la situation, on ne peut que constater que les années qui nous attendent seront critiques à l'aune de la guerre, cela va sans dire, et à l'aune de ce qu'il va se passer aux Etats-Unis - ce que l'on constate en termes de compétitivité entre l'Europe et ses grands concurrents, nous avons beaucoup perdu par rapport aux États-Unis et par rapport à la Chine. Alors, pourquoi est-ce le cas ? Eh bien, premièrement, à cause de nos coûts énergétiques. Une des principales conséquences de la guerre ukrainienne est la disparition du gaz russe, qui était l'une des premières sources d'approvisionnement. Alors, nous nous sommes réorganisés, nous nous sommes adaptés, c'est formidable, mais nous ne sommes pas assez compétitifs. Nous ne sommes pas aussi bon marché qu'aux États-Unis. Deuxième raison, l'inflation, les salaires. La Chine a ajouté beaucoup de pression. Et troisième raison, nous n'avons pas fait ce qu'il fallait en matière de marché de la défense. Nos économies ne sont pas bien attribuées, ne sont pas très bien allouées. En effet, nous avons une grosse fiscalité qui pèse sur nos grands acteurs. Il y a beaucoup de réglementations qui pèsent sur eux, ce qui signifie que l'innovation et le capital en pâtissent. Encore une fois, par rapport à ce qui s'était passé il y a 10 ans face à la crise économique, eh bien, nous avons cette fois-ci une pénurie de capital et une surréglementation. Nous n'avons pas été capables de régler tous les problèmes qui pèsent sur le marché du travail. Comme vous le voyez, il y a encore beaucoup à faire. Nous sommes encore beaucoup plus généreux que sur le marché américain, ce qui nous fragilise. En d'autres termes, notre compétitivité est en jeu et cela pose un problème en termes de souveraineté ; on en parlait hier.

La souveraineté va de pair avec une capacité à produire sur votre territoire, ce qui importe pour vous, pour votre marché. Par exemple pour votre industrie spatiale, pour la construction de vos avions ou pour l'établissement d'une véritable industrie de la défense. En d'autres termes, pour être capables d'être un acteur indépendant et souverain en matière de renseignement. Alors, quelles solutions ? Eh bien, je crois qu'il faut faire beaucoup plus. C'est la raison pour laquelle nous allons lancer toute une série de nouvelles réformes en France. Ce sont des choses qui doivent être réglées au niveau national.

Pour commencer, nous allons lancer une première série de réformes sur le marché du travail. Afin de nous montrer plus compétitifs, nous avons déjà adopté une réforme, l'année dernière, sur l'assurance chômage. C'était quelque chose qui était indispensable de façon à pouvoir mieux - et plus - travailler, un élément indispensable à la compétitivité. Nous avons également lancé une série de nouvelles réformes afin d'améliorer et d'aller plus loin dans la simplification, de réduire l'administration et de travailler plus vite. En effet, bien souvent, quand on parle de compétitivité, on parle de rapidité d'action, et l'Europe est encore trop lente. Nous avons donc une série de réformes nationales qui seront adoptées.

Je suis impatient d'entendre ce que vous avez à en dire. J'aimerais voir vos commentaires. Et j'aimerais vous remercier puisque, à l'avance, ces commentaires que vous avez à partager avec nous, nous permettent d'avoir un éclairage pragmatique sur ces réformes que nous entreprenons. Et c'est le mandat que j'ai confié à notre Premier ministre, à notre Gouvernement.

Deuxièmement, nous allons également travailler plus en termes d'enseignement, d'éducation supérieure, de recherche et de formation. Il est indispensable de se montrer plus compétitif en améliorant notre productivité. Il est indispensable de travailler à notre innovation. Nous avons adopté une série de législations afin d'améliorer de 25 milliards les investissements, dans la prochaine décennie, en faveur de la recherche et de la formation. Nous avons également adopté un certain nombre de réformes en faveur de l'éducation, puisque nous avons beaucoup perdu cette dernière décennie. Et nous voyons déjà les premiers résultats se dessiner. Ce sont des bénéfices que nous allons réinvestir immédiatement en lançant, comme je le disais, une nouvelle série de réformes afin de nous montrer plus autonomes, de conférer davantage d'autonomie à notre université, mais également à mieux doter les instituts de recherche. Nous en avons parlé ici avec le Gouvernement. Nous devons travailler sur le quantique ; nous devons travailler sur le spatial, le nucléaire et sur la lutte contre le changement climatique. Alors, je ne vais pas m'étendre sur ce sujet, mais voici un peu les grands piliers.

Nous avons par ailleurs adopté une réglementation extrêmement importante au niveau européen, l'année dernière. Il s'agit d'une réforme du marché énergétique. Grâce à cette législation, nous allons pouvoir adopter une loi en France en vertu de laquelle nous allons lancer un grand nombre de nouvelles lois qui vont nous permettre de nous doter de nouvelles capacités nucléaires afin d'avoir davantage de capacités locales en matière énergétique. Cela nous permettra d'avoir du nucléaire, de l'énergie bas-carbone, au niveau local, puisque nous avons besoin d'alimenter nos économies avec davantage d'électricité à bas-carbone. C'est la raison pour laquelle nous avons adopté cette réforme nationale. Nous lançons un grand nombre d'investissements dans son sillage. Et c'est la meilleure manière d'avoir, de pair, une meilleure souveraineté, davantage d'autonomie, une production à bas-carbone, mais également de promouvoir l'industrialisation et la création d'emplois. Pourquoi l'emploi ? Eh bien, parce que nous encourageons la compétitivité en faisant en sorte que nos industries soient à bas-carbone et à bas prix.

Alors, ce sont des réformes qui doivent être menées de manière cohérente avec celles qui sont menées au niveau européen. Nous allons poursuivre toujours le même objectif. Et c'est la raison pour laquelle l'Europe joue un rôle critique, de façon à avoir une stratégie compétitive, de façon à avoir une stratégie qui promeuve la souveraineté et la production verte. Et ce sont 3 piliers qui doivent être menés, qui doivent être mis ensemble. Ce sont trois éléments de cette stratégie qui vont de pair. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'une politique énergétique plus rapide et plus audacieuse. L'objectif « Fit for 55 » au niveau de l'Union européenne est en cours et nous avons besoin d'avantage de capacité nucléaire et verte, plus importante au niveau européen, et c'est la raison pour laquelle cela plaide pour des partenariats. Nous avons besoin de davantage de recherche, de capacité pour produire davantage. En parallèle, nous devons stabiliser et simplifier notre cadre réglementaire et nous devons déployer l'intégration de nouveaux réseaux électriques. Nous avons besoin de niveaux d'interconnexion bien supérieurs. La compétitivité va de pair avec l'établissement d'une libre circulation des électrons à bas carbone. C'est un nouveau marché qui est en devenir et l'Europe doit cesser de sur-réglementer l'hydrogène et les autres types de source d'électricité, afin de simplifier et d'intégrer le marché.

Deuxièmement, les politiques industrielles au niveau européen. Nous avons besoin de politiques plus intelligentes, afin d'être à la hauteur de ce qui se passe en Chine et aux États-Unis. Alors, qu'est-ce que ça signifie ? Très simplement, qui dit une meilleure Europe, dit plus d'investissements dans un marché unique et moins de réglementations. Nous avons observé les réglementations qui ont été adoptées ces dernières décennies, qui étaient extrêmement intéressantes et qui, d'ailleurs pourraient nous conférer un avantage compétitif aujourd'hui. En effet, c'étaient des réglementations avec lesquelles l'accord de Paris était compatible - c'est ce que j'entends par le Green Deal à l'échelle européenne et l'objectif « Fit for 55 ». Mais l'un des risques auxquels est confrontée l'Europe aujourd'hui, c'est celui de la surréglementation. Cette inflation de réglementation signifie que l'on synchronise notre économie et celles de la Chine et des États-Unis. Il n'existe pas de modèle économique pour un continent qui souffre à la fois d'une inflation de réglementations, d'une pénurie d'investissements et d'un problème de compétitivité. En effet, le risque est celui d'avoir une économie surréglementée, avec beaucoup de consommateurs, pour une industrie-tiers. Et sur certains piliers, c'est exactement ce qui est en train de se produire.

Je suis très partisan d'une meilleure industrie, c'est-à-dire une industrie plus verte, plus numérisée, avec un consensus accru. Mais je souhaite que les industries restent en Europe. C'est la raison pour laquelle nous devons cesser d'avancer, nous devons faire une pause, nous devons adopter des stratégies plus affinées et nous devons augmenter l'investissement. Prenons l'exemple des technologies propres, par exemple. L'un des grands problèmes de l'Europe, c'est que la Chine, quant à elle, investit massivement dans les technologies propres. Les États-Unis ont adopté un grand nombre de réglementations, mais également, ils fournissent des subventions très importantes à cette industrie. Mais nous, notre problème, c'est que si nous augmentons la quantité de réglementations, en revanche, ce sont les investissements qui font défaut. Donc, nous devons penser également en termes de l'OMC, il y a un certain nombre de cas qui sont traités devant la justice internationale et cela nous force à repenser la manière dont nous nous comportons. Nous devons adopter des politiques industrielles robustes, nous devons cesser de surréglementer, nous devons nous resynchroniser avec les États-Unis, investir de manière beaucoup plus massive et faire en sorte que nos politiques d'échange soient conformes.

Nous avons besoin, en conséquence, d'une union commerciale européenne. En effet, ce qui va de pair avec cette stratégie économique, c'est d'avoir un renforcement, un approfondissement de notre marché d'une politique industrielle pour ces différents marchés en jeu. C'est de cette manière que nous rendrons nos industries plus compétitives. Et dans le même temps, nous devons avoir une union des marchés de capitaux. C'est un concept que nous évoquons depuis maintenant 10 ans.

Ma proposition, aujourd'hui, est la suivante : nous devons progresser, nous devons avancer, même s'il s'agit là d'une approche qui n'a trouvé l'oreille que de certains États membres. Eh bien, il me semble que nous devons avancer. Cessons de procrastiner ; n'attendons pas l'assentiment des 27. Commençons à travailler avec certains pays qui sont disposés à avancer sur ce sujet. Pourquoi ? Eh bien, parce que nous avons énormément d'argent de côté, en Europe. Et cet argent de côté n'est pas alloué de manière intelligente. Ils sont prisonniers de certains secteurs, souvent prisonniers des banques, du fait de l'absence de marché, du fait de notre réglementation. Nous sommes incapables de canaliser ces économies vers du capital, vers l'industrie, vers l'innovation. Nous devons donc approfondir le marché des capitaux en Europe et nous devons faire de ces réformes une réalité et les concrétiser.

Au niveau européen, et je terminerai avec ça, nous avons également une stratégie extrêmement audacieuse sur certains points extrêmement importants : la défense, l'espace, l'intelligence artificielle et les technologies propres. Sur ces grands piliers, nous avons commencé à dégager des projets au niveau européen, mais nous devons nous montrer beaucoup plus audacieux dans notre approche européenne. Nous devons adopter des programmes ambitieux, importants, avoir de l'argent, et surtout lutter contre cette habitude que nous avons, qui est de nous retrancher dans nos vieux réflexes - c'est une folie. Nous avons bien souvent ce réflexe de dire "nous avons un projet européen mais nous avons besoin d'attendre que chaque pays ait l'empreinte industrielle qui lui permette de mettre l'argent sur la table." Non, ça n'est pas une démarche proprement européenne, ça n'est pas comme ça que ça devrait fonctionner. Nous ne sommes pas les États-Unis. Ils ont de l'argent qui vient du niveau fédéral et ils identifient un certain nombre de projets, un nombre limité et ils investissent massivement pour augmenter les chances de ces projets de s'en sortir. Alors, bien entendu, certains États, en Europe, peuvent identifier leurs propres projets mais tout ne va pas réussir. Ici, on est en train de parler du spatial, des technologies propres. Il s'agit vraiment de tout ce qui est au cœur de l'avenir. Nous devons accepter qu'il y ait une certaine standardisation au niveau européen. Nous devons prendre des décisions audacieuses au niveau européen afin d'augmenter notre efficacité. En d'autres termes, en tant qu'Européens, nous devons moderniser et changer nos règles. Nous devons nous montrer plus compétitifs, d'un point de vue de la gouvernance, et nous devons mettre la main à la poche.

Je ne vais pas vous retenir plus longtemps. J'ai mentionné ces différents secteurs. Comme vous le constatez, je suis tout à fait conforme avec ce qui a été signé aujourd'hui du point de vue bilatéral : l'intelligence artificielle, la défense, les green techs, etc. autant d'éléments quintessentiels de notre stratégie. Nous allons maintenant nous séparer, mais je vous invite à travailler davantage pour nous montrer, pour faire en sorte que nous soyons tous plus compétitifs. Au niveau européen, voilà ce que nous devons faire pour améliorer notre compétitivité au niveau du continent.

Alors, j'aimerais pour finir vous dire que je suis encore une fois ravi de me tenir devant vous. Je suis convaincu que ce partenariat stratégique - que nous avons conçu ensemble - est à la fois propice à une Europe plus attractive et plus compétitive. Pour moi, ce partenariat n'est pas seulement au service de nos deux pays, mais pour l'ensemble de notre continent. Alors, encore une fois, Votre Majesté, j'aimerais vous remercier pour ce voyage d'État et finir en disant que la convergence, l'ambition commune que je ressens entre nos responsables, entre nos dirigeants d'entreprises respectifs, m'incite à l'optimisme.

Je compte sur vous pour investir plus. Je compte sur vous pour vous montrer ambitieux. Je compte sur vous pour concrétiser la compétitivité et l'industrie de l'avenir pour les générations futures. Je vous remercie.